

l'autorité y était détenue par les anciens et le pouvoir y était davantage éclaté tandis que les royaumes akans étaient extrêmement centralisés, le roi détenant une autorité sacrée, donc absolue.

La colonisation française

"Côte-d'Ivoire," Encyclopédie® Microsoft® Encarta 97. © 1993-1996 Microsoft Corporation. Tous droits réservés.

Les Français s'établirent sur la côte au début du XVIII^e siècle. Dans la seconde partie du XIX^e siècle, ils se trouvèrent en compétition pour la domination de la région avec les Britanniques qui avaient jeté leur dévolu sur la Côte-de-l'Or (actuel Ghana). Les zones d'influence respectives de ces deux puissances coloniales furent définies au congrès de Berlin, en 1885. Dans son entreprise de conquête de l'intérieur des terres, la France se heurta dans le Nord au conquérant malinké, Samory Touré, dont les forces étaient armées de fusils négociés auprès des Britanniques. En 1897, Samory fit raser Kong, dont les habitants avaient pactisé avec la France!; il dut toutefois se rendre et fut déporté. Mais le conflit avait dévasté durablement la région.

La France ne put asseoir sa domination sur l'ensemble de la Côte-d'Ivoire qu'au début du siècle : en 1904, le territoire ivoirien devint colonie de l'empire colonial français. Jusqu'en 1915, les autorités coloniales durent réprimer les révoltes des Baoulés et des Bétés. Dès 1882, les colonisateurs avaient introduit en Côte-d'Ivoire la culture du café!; le développement des plantations favorisa la constitution d'une classe de petits planteurs. Dès 1932, l'un d'eux, Félix Houphouët-Boigny, prit la tête de la contestation contre l'accaparement des terres par les grands propriétaires coloniaux et contre la politique économique qui pénalisait les petits planteurs autochtones. La Côte-d'Ivoire était sous la coupe des milieux d'affaires qui incitèrent le gouvernement français à intégrer à la colonie, entre 1932 et 1947, les régions très peuplées du centre et du sud de la Haute-Volta (actuel Burkina Faso), dont les habitants furent recrutés pour le travail dans les plantations et constituèrent le gros des contingents de «tirailleurs sénégalais!» envoyés sur le front européen durant la Seconde Guerre mondiale. Le recours au travail forcé, pour la construction de la voie ferrée entre Abidjan et Ouagadougou, destinée à parfaire l'intégration économique de ces territoires, renforça l'opposition anticolonialiste. En 1944, Houphouët-Boigny créa un syndicat agricole africain, à l'origine du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), section ivoirienne du Rassemblement démocratique africain (RDA) fondé en 1946 à Bamako (Mali). Les différentes sections du RDA créées dans les colonies de l'Afrique-Occidentale française (A-OF), menèrent la lutte pour l'indépendance. En 1946, député de la Côte-d'Ivoire à l'Assemblée française, Houphouët-Boigny fut à l'origine de la loi abolissant le travail forcé dans les territoires d'outre-mer, statut auquel avait accédé la Côte-d'Ivoire la même année.

Le PDCI-RDA, alors apparenté au Parti communiste français, s'opposa violemment à l'Administration française, en 1949, soutenant les grèves suscitées par la chute des cours du cacao. En 1951, cependant, Houphouët-Boigny adopta une stratégie de coopération avec le gouvernement français, et le PDCI-RDA rallia l'Union démocratique et socialiste de la résistance (UDSR), qui comptait dans ses rangs François Mitterrand, ministre de la France